

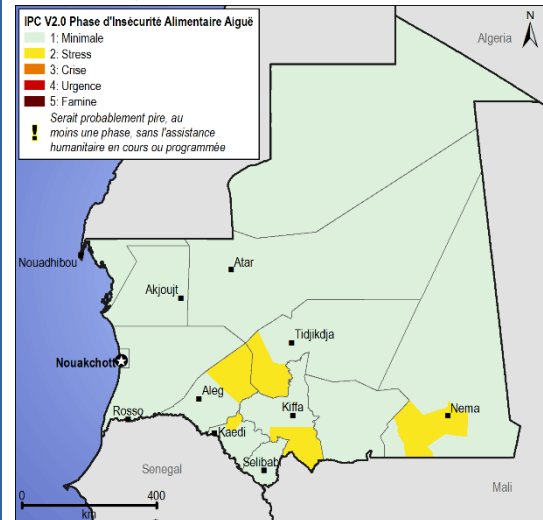
MAURITANIE Perspectives sur la sécurité alimentaire Février à Septembre 2017

Seules des poches de la zone agropastorale seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC)

MESSAGES CLÉS

- L'échec des cultures de décrue a accentué le déficit de production dans la zone agropastorale. Dans le reste du pays, l'évolution des cultures céréalières (riz, blé, et sorgho) et maraichères laisse encore espérer des productions annuelles proches de celles d'une année moyenne.
- Les conditions pastorales restent globalement satisfaisantes au niveau national et assureront l'alimentation du cheptel jusqu'en juillet si les feux de brousse sont circonscrits et rapidement éteints. Les transhumances internes inscrivant dans leurs itinéraires et leurs calendriers d'une année moyenne. Les mises-bas et les productions laitières seront moyennes jusqu'en septembre.
- Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires importées (riz, blé, farine de blé, pâtes alimentaires, huile, sucre, légumes) par des importations régulières et des flux transfrontaliers maliens, sénégalais et marocains dynamiques. L'offre commerciale saisonnière en céréales traditionnelles (sorgho, mil, maïs) reste cependant inférieure à celle d'une année moyenne du fait de la baisse de la production locale.
- Une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) sera observée jusqu'en septembre, dans la majeure partie du pays. Toutefois dans l'ouest (Tagant, Assaba, Gorgol et Brakna) et dans l'est (Hodh Chargui) de la zone agropastorale, des ménages pauvres sont déjà en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Ils sont affectés soit par de faibles productions agricoles annuelles doublées d'un déficit de protection de leur cheptel, soit par une concurrence qui limite leurs revenus malgré l'augmentation de leurs ventes.

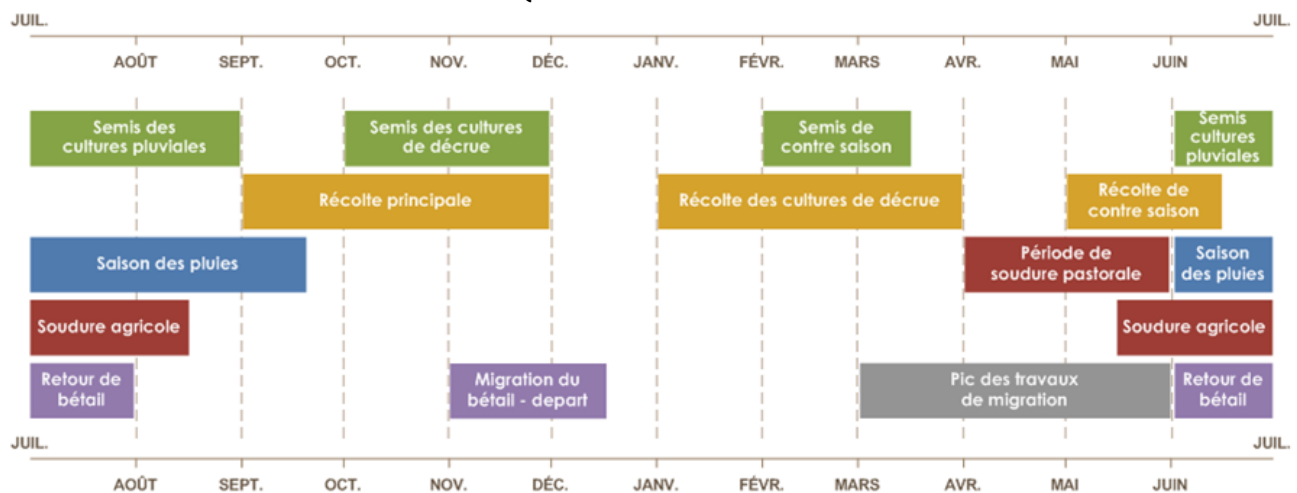
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, février 2017



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Sur le plan climatique : Toutes les zones agricoles connaissent, depuis décembre des températures saisonnières légèrement plus élevées qu'en année moyenne (Figure 1). De ce fait, aucune pluie de saison froide, souvent bénéfique pour les pâturages du nord du pays n'est encore enregistrée.

Sur le plan agricole : Les cultures de décrue ont été affectées par des déprédateurs (cantharides, termites, sautereaux, sésamie, etc.) et par des températures saisonnières plus élevées que la normale. Semées en octobre/novembre, elles sont récoltées en janvier/ février alors qu'en année moyenne elles ne le sont qu'en février/mars. La plus grande partie des s'est desséchée avant la maturation. Dans le reste du pays, ces cultures sont malgré ces handicaps en développement et pourraient arriver à des productions proches de la moyenne.

Dans la zone de la vallée du fleuve, les semis de riz de la campagne de contre saison froide sont en cours mais, comme en hivernage, du fait du faible accès au crédit agricole, on s'attend à ce que les superficies emblavées soient inférieures à celles de 2016 et à la moyenne quinquennale saisonnière.

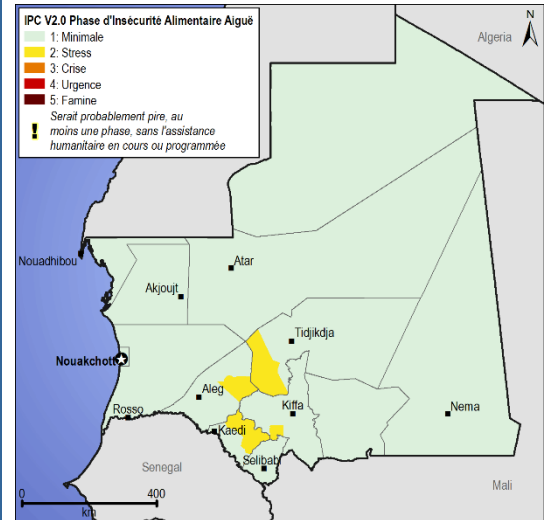
Dans les zones oasiennes, les productions maraichères saisonnières sont déjà en vente dans les marchés urbains. Elles sont proches de celles d'une année normale. Les futures productions de dattes (entre juin et aout) devraient également être, au moins, moyennes.

La situation acridienne : Selon le Centre National de Lutte antiacridienne (CNLA), malgré l'existence de conditions favorables à la survie du criquet pèlerin dans certaines *parcs du pays* (nord-ouest du Tiris Zemmour ainsi qu'au niveau des Oueds et bas-fonds de l'Adrar) on s'attend, plutôt à une nette diminution des infestations au niveau des régions prospectées.

Sur le plan pastoral : La réhabilitation et le traçage de nouveaux parcs étant en cours. Il est probable que la biomasse existante réponde au besoin du cheptel national jusqu'en juillet. L'installation d'un hivernage normal (juillet) renforcerait cette situation par la levée de nouveaux pâturages verts. Les mises-bas saisonnières s'inscrivent dans les tendances d'une année normale et la production laitière nationale, bien que s'inscrivant dans une tendance baissière typique de la saison, sera nettement supérieure à celle d'une année moyenne du fait de la succession de deux bonnes années pastorales.

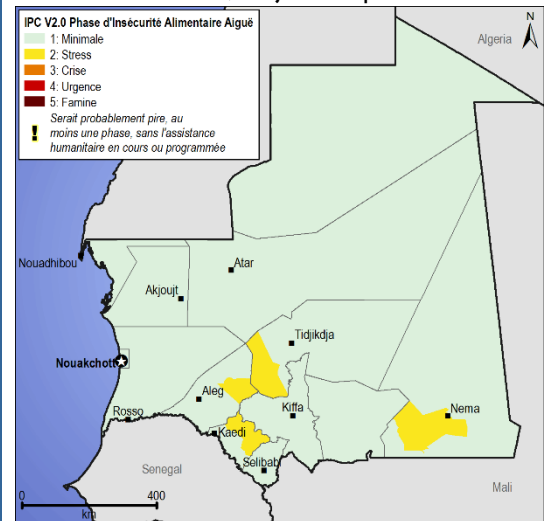
Sur le plan des revenus saisonniers : Dans toutes les zones de moyens d'existence, les revenus saisonniers suivront leur tendance baissière. En effet, en dehors des zones pastorales à vocation commerciale qui profitent de la hausse du prix des animaux, les ménages tirent, entre février et mai, essentiellement leurs revenus provenant du travail agricole (récoltes et activités annexes) et des apports de l'exode. Du fait de la difficulté d'insertion des migrants ruraux dans les systèmes économiques des zones d'accueil (villes mauritaniennes, maliennes et sénégalaises) ces derniers apports qui représentent entre 30 et 40 pour cent des revenus saisonniers des ménages pauvres ont connu de si fortes baisses. Cette situation impose un recours excessif à la vente de bétail et constitue un facteur de pression sur un moyen d'existence déjà fragilisé par la baisse de ces effectifs. De juillet à septembre, l'installation d'un hivernage moyen replacera les relancera les activités agricoles et les revenus qui en proviennent.

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2017



Source: FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, de juin à septembre 2017



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats de février à septembre 2017 de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

Sur le plan des flux transfrontaliers : Les flux maliens continuent de s'inscrire dans leurs tendances saisonnières et alimentent convenablement, en céréales traditionnelles (mil, maïs, sorgho) les marchés hebdomadaires et les exportations en direction de Nouakchott. Les flux sénégalais de riz restent encore en dessous de ceux d'une année moyenne et avec la baisse de la production nationale de riz, les ménages seront obligés de recourir au marché alors que le prix du riz est très élevé depuis 2015. Les prix des légumes sont aussi dynamiques que ceux provenant du Maroc qui exporte également des fruits.

Sur le plan des marchés de consommation :

Tous les marchés de consommation sont bien approvisionnés en denrées alimentaires de base importées (blé, riz, huile, sucre, farine, etc.). Le prix du blé est globalement stable et accuse même des baisses, tant par rapport à la même période de 2016 que par rapport à la moyenne quinquennale, dans les marchés (Magta Lahjar, Adel Bagrou) des zones (agropastorale et de cultures pluviales) où les distributions de blé ont eu lieu en décembre/janvier. Cette baisse se traduit par des termes d'échange favorables qui renforcent la capacité d'accès alimentaire des ménages pauvres qui ont de plus en plus tendance à vendre leur production de sorgho pour se procurer du blé. La bonne disponibilité du blé sur le marché et des récoltes pluviales moyennes ont impulsé le prix du sorgho à la baisse par rapport à décembre 2016 sauf sans la zone de cultures pluviales où la présence des céréaliers venus de Nouakchott maintient une tendance saisonnière haussière pourtant atypique.

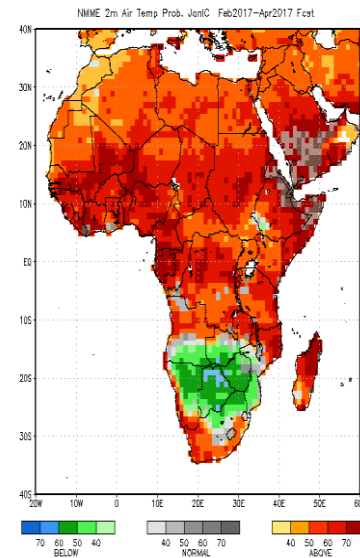
Les boutiques de solidarité alimentées par le gouvernement en denrées alimentaires de base (blé, riz local, huile, sucre, lait) et vendant à des prix 30 à 40 pour cent plus bas que ceux du marché formel continuent de fonctionner dans tout le pays.

Sur le plan des marchés du bétail : Dans tous les marchés de bétail l'offre est nettement inférieure à celle d'une année typique. Les distributions alimentaires en cours sont venues renforcer les stocks familiaux provenant des récoltes moyennes limitant ainsi le recours aux céréales commercialisées les ventes animales saisonnières et réduisant. Les prix des animaux continuent donc de s'inscrire dans une tendance haussière sauf dans les zones (ouest de la zone agropastorale) où l'échec des cultures de décrue impose un recours aux achats de blé. Au marché de Magta Lahjar (dans l'ouest de la zone agropastorale), le prix du mouton moyen y accuse une baisse de 33,5 pour cent par rapport à décembre mais reste globalement stable tant par rapport à janvier 2016 que par rapport à la moyenne quinquennale.

Sur le plan alimentaire et nutritionnel : L'accès alimentaire des ménages pauvres continue de s'inscrire dans les mêmes tendances saisonnières d'une année moyenne, bien que certains ménages de l'ouest (Moudjéria, Monguel, Magta Lahjar, M'Bout et Kankossa) et de l'est (Nema et Timbédra) de la zone agropastorale soient contraint de procéder à des ventes plus précoces et plus nombreuses que d'habitude. Pour des raisons économiques le blé et les pâtes alimentaires très présents sur les marchés de l'intérieur et moins chers que les autres céréales (sorgho, le maïs, le mil) tendent à devenir les aliments de base d'un bon nombre de ménages pauvres des zones autres que celle de la Vallée du fleuve Sénégal et de la Zone de cultures pluviales. Cette reconversion alimentaire s'appuie sur des termes d'échange favorables car les prix du blé et des pâtes alimentaires sont, en général stables sur de longues périodes alors que ceux du bétail sont en perpétuelle hausse. Les niveaux de la malnutrition aiguë globale (MAG) devraient s'inscrire dans les tendances d'une année moyenne.

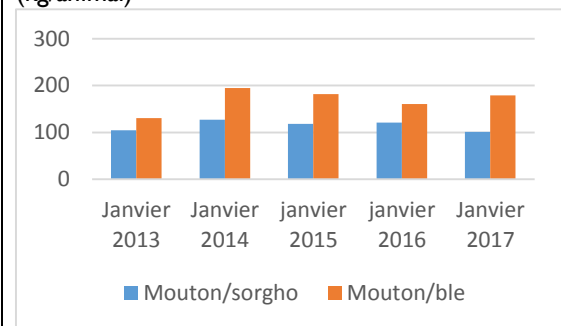
Les conditions d'une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) continuent d'exister dans la majeure partie du pays. Les ménages pauvres de l'est de la zone agropastorale retrouveront leurs conditions commerciales et évolueront vers une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) entre février et mai. Par contre ceux de l'ouest de la zone agropastorale, déjà en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) devraient continuer de vivre cette situation jusqu'à l'installation du prochain

Figure 1: Prédiction de la probabilité de température NMME Février-Mars



Source: NOAA

Figure 2. Evolution des termes d'échange mouton/sorgho/blé au marché de Magta Lahjar (kg/animal)



Source: FEWS NET

hivernage (juin). De juillet à septembre, ils devraient progressivement évoluer vers une insécurité alimentaire minimale vu qu'on s'attend à un hivernage moyen.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire au niveau national de février à septembre 2017 se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- **La situation pluviométrique.** L'hivernage démarrera normalement en juin et la pluviométrie sera moyenne.
- **L'agro-climatologie :** La crue fluviale sera normale et inondera la vallée du fleuve à partir de juillet pour atteindre son niveau maximal entre août et septembre.
- **Production agricole :** La production agricole pluviale sera moyenne. Partant de l'hypothèse d'une pluviométrie moyenne et que la crue fluviale sera régulière, les cultures de décrue bénéficieront de bonnes conditions d'exploitation. Par contre, la production rizicole, pourrait accuser, pour la deuxième année consécutive, une forte baisse car certains exploitants qui n'ont pas pu, depuis 2016, honorer leurs créances auprès du crédit agricole ne bénéficieront pas de crédit, cette année. Les productions maraichères et de dattes seront moyennes.
- **Importations de denrées alimentaires :** Les importations nationales de denrées alimentaires (blé, riz, huile, sucre, etc.) seront, durant toute la période du scénario, régulières et suffisantes pour répondre à la demande nationale et animer les échanges transfrontaliers. Les marchés inférieurs seront régulièrement alimentés à partir de Nouakchott et par des flux transfrontaliers maliens qui fonctionneront sans entraves. Les transferts de riz sénégalais resteront faibles car la surveillance douanière ne s'est pas desserrée de part et d'autre du fleuve Sénégal.
- **Boutique de solidarité :** Les boutiques de solidarité de gouvernement continueront de fonctionner jusqu'en septembre.
- **Prix de bétails :** Conformément aux tendances saisonnières 'offre en bétail est partout faible. Cette situation se traduit par une hausse du prix des animaux aussi marquée qu'en bonne année pastorale malgré l'existence de poches de maigres pâturages. La baisse des prix des animaux dans les poches déficitaires de la zone agropastorale devrait logiquement s'estomper une fois que les ménages ont vendu pour se constituer des stocks ou rembourser une partie de leurs créances.
- **Travail agricole :** Les revenus saisonniers tirés du travail agricole, entre février et avril, ne seront en baisse par rapport à ceux d'une année moyenne que dans les zones où les cultures de décrue ont échoué. L'installation normale de l'hivernage devrait rétablir leurs niveaux habituels dans toutes les zones agricoles du pays avec des salaires journalier tournant autour de 2000 MRO et un temps de travail moyen de 2 à 3 jours par semaine de la mi-juin à la fin du mois de juillet.
- **Produits de cueillette :** L'irrégularité et l'insuffisance des pluies de 2016 n'ont pas favorisé une bonne production de fruits sauvages. La période actuelle (période sèche) n'étant pas propice à la cueillette, la consommation et les revenus tirés de la cueillette seront faibles dans toutes les zones.
- **Conditions pastorales :** Les conditions pastorales resteront satisfaisantes durant toute la période du scénario, limitant ainsi les achats de blé destinés à nourrir les animaux. Elles favoriseront la reproduction animale et la production laitière. Les transhumances internes fonctionneront normalement et celles en direction des pays limitrophes (Mali et Sénégal) seront réduites et très courtes.
- **Mouvements et apport de l'exode :** Les départs en exode n'ont été précoces (ils ont commencé depuis janvier au lieu mars), avec des migrants plus nombreux (2 à 3 contre 1 à 2 en année moyenne) que dans les zones de préoccupation (ouest et est de la zone agropastorale). Dans le reste du pays ils s'inscriront dans leurs calendriers normaux (de mars à début juin) mais les revenus saisonniers qui en proviendront seront comme ceux des périodes précédentes nettement plus bas que ceux d'avant 2014. Depuis cette date, ces revenus qui couvraient 20 à 40 pour cent des revenus annuels des ménages pauvres de la zone et contribuaient grandement à la gestion de la période soudure (mai/juillet) ne représentent guère plus de 10 pour cent.
- **Les impacts internationaux et régionaux sur les marchés :** En l'absence d'évènement pouvant affecter les circuits mondiaux de commercialisation de blé, de riz et de facteurs sous régionaux bloquant ou ralentissant les flux transfrontaliers, on ne s'attend pas, durant la période du scénario, à des ruptures d'approvisionnement qui affecteraient le bon fonctionnement des marchés nationaux. Mieux, la probabilité d'un démarrage normal de l'hivernage devrait favoriser les habituels déstockages saisonniers des paysans maliens (juin/juillet) qui vont au moins, stabiliser les prix des céréales traditionnelles et même les inscrire dans une tendance baissier favorisant ainsi leurs accès aux ménages de la zone de cultures pluviales et du sud-est de la zone agropastorale.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Entre février et mai 2017, des récoltes de décrue moyennes et un accès aux denrées alimentaires commercialisées facilité

par des prix élevés des animaux et le bon fonctionnement des boutiques de solidarité du Gouvernement où les produits sont vendus 30 à 40 pour cent plus bas que dans le marché formel, contribueront à maintenir une situation d'insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC) dans la majeure partie du pays. Seules les ménages pauvres de l'ouest et de l'est de la zone agropastorale seront confrontés à des déficits de consommation (causés par l'échec de leurs cultures annuelle et la baisse de leur production laitier) souvent doublé d'un déficit de protection de leurs moyens d'existence qui les placent en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Entre juin et septembre 2017, les prévisions d'un démarrage normal de l'hivernage favoriseront, à la fois, la relance du travail agricole et de ses revenus. De même la levée de nouveaux pâturages verts renforcera la production laitière et l'embonpoint des animaux accroissant ainsi leurs valeurs marchandes. Les effets cumulés de ces facteurs vont contribuer à replacer les groupes en Stress (Phase 2 de l'IPC) en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) et renforcer celle de ceux qui étaient déjà en Minimale (Phase 1 de l'IPC).

ZONE DE PREOCCUPATION

L'ouest de la zone agropastorale (Ouest de la moughataa de Moudjéria, moughataa de Magta Lahjar, moughataa de Monguel et ouest de celle de M'Bout, sud-ouest de Kankossa) Zone MR07

Situation actuelle

Le plan agricole : Dans la majeure partie des zones agricoles, les cultures de décrue ont été affectées par les effets cumulés des déprédateurs au moment des levées (cantharides, termites), le faible niveau de l'eau dans le sol et des températures saisonnières plus élevées que la normale. Il en a résulté des dessèchements de cultures. Les récoltes qui ont été précipitées (janvier au lieu de février/mars) et ont été très faibles (à peine une quinzaine de jours de consommation contre 2 à 3 mois en année moyenne).

Sur le plan pastoral : A cause de l'insuffisance des pâturages, les départs en transhumance qui ne commençaient qu'en avril, se multiplient en direction des zones voisines (sud de la moughataa de Tidjikja, ouest de celle de Barkéol) privant ainsi les ménages de lait qui est une importante source alimentaire pour les ménages.

Sur le plan des marchés et des prix : Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires importées (blé, riz, pâtes alimentaires, huile, thé) dont les prix n'affichent depuis octobre 2016 que de faibles fluctuations. L'offre saisonnière en céréales traditionnelles (sorghos, mil, maïs) reste faible car en plus des mauvaises productions locales, les flux maliens continuent de s'inscrire dans leurs tendances saisonnières et les céréaliers locaux craignant la concurrence du blé et des pâtes alimentaires (vendus à des prix plus bas) n'ont pas cherché à faire évoluer leurs stocks.

Les revenus saisonniers : Ils ont connu une forte baisse par rapport à ceux d'une année moyenne. A la faible demande en main d'œuvre agricole et venue s'ajouter des faibles récoltes qui ne nécessitent pratiquement pas de recours à une force extra familiale pour les transformer. Les revenus du travail pastoral sont réduits par la transhumance précoce et malgré un exode précoce (janvier au lieu de mars/avril) et l'augmentation du nombre des migrants (2 à 3 contre 1 à 2 en année moyenne) les transferts monétaires et alimentaires restent insignifiants.

Les apports de la cueillette : Ils sont actuellement pratiquement inexistant dans la zone. En année moyenne, en plus de leur consommation (ils sont consommés frais ou séchés), ils peuvent, par leurs ventes, rapporter d'importants revenus. En 2015, dans la majeure partie de la zone leur vente avait permis aux ménages pauvres et moyens de disposer d'importants revenus (entre 150,000 et 200,000 MRO en 2 mois) qui ont couvert deux à trois mois de leurs besoins alimentaires

Les dettes : Plus de 70 pour cent (en octobre ils étaient 60 pour cent) des ménages pauvres interrogés affirment être redevables, de plusieurs mois de consommation alimentaire. Si les niveaux des dettes ont baissé (entre 80,000 et 100,000 contre 100,000 et 150,000 MRO) du fait des remboursements opérés avec les revenus tirés de la vente de bétail c'est parce que les dettes sont maintenant concentrées sur le blé et les pâtes alimentaires (à la place du riz et du sorgho devenus trop chers). Cette reconversion réduit la pression sur leur cheptel.

Les marchés de bétail : A la différence d'octobre où les marchés bétail de la zone étaient mieux approvisionnés que ceux du reste du pays car les ménages dont les productions pluviales étaient affectées par l'irrégularité des pluies cherchaient à s'approvisionner, l'offre en bétail est partout faible. La baisse des prix observés dans certains marchés de l'ouest de la zone agropastorale (marché de Magta Lahjar) peut donc relever d'une stratégie d'achat de blé pendant que les prix pratiqués par les ménages pauvres qui ont bénéficié des distributions gratuites de blé en vendent une partie. Cette tendance baissière ne devrait logiquement être que conjoncturelle. Par ailleurs, les ménages qui disposent de bovins ont opéré des changements de stratégie en vendant plutôt des veaux (entre 40 et 50000 MRO) réduisant ainsi le nombre de petits ruminants à vendre. Bon nombre de femmes de ménages pauvres ont élevé des moutons de case en perspective de la prochaine fête de Tabaski (attendue en septembre). Au marché de Magta Lahjar (principale marché de la zone) le prix du mouton moyen (principal

animal de transaction) connaît une hausse de 4.6 pour cent par rapport à janvier 2016 mais accuse une forte baisse de 33.55 pour cent par rapport à décembre 2016 tout en restant relativement stable par rapport à la moyenne quinquennale.

Sur le plan de la consommation et du niveau de la sécurité alimentaire : Malgré l'échec des cultures, la situation alimentaire ne s'est pas dégradée outre mesure. Certes stabilité provient autant de la disponibilité saisonnière en lait que des ventes animales dont les revenus sont essentiellement destinés à l'achat de nourriture. Par ailleurs, la réduction des dettes constitue un facteur de solvabilité qui permet aux ménages pauvres de pouvoir, à nouveau bénéficier de prêt alimentaire.

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de février à septembre 2017, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- **La production agricole :** Les prévisions d'un démarrage normal de l'hivernage et d'une pluviométrie moyenne permettre de considérer que la production agricole pluviale de court cycle, récoltée en septembre, sera également moyenne.
- **La production pastorale :** Les pâturages se développeront normalement et donneront une biomasse suffisante pour inciter les éleveurs en transhumance à rentrer. Les mises-bas et la production laitière seront moyens.
- **Les revenus :** Les revenus provenant du travail agricole retrouveront leur niveau d'une année moyenne mais ceux relevant de l'exode, seront comme en année moyenne en baisse (quel que soit leur niveau) du fait du retour des migrants qui reviennent pour cultiver.
- **Les apports de la cueillette :** Vu la saison la cueillette se limitera uniquement aux feuilles destinées à la consommation.
- **Les marchés et les prix :** Les marchés seront bien approvisionnés en denrées alimentaires de base importées (riz, blé, pâtes alimentaires, sucre, huile etc.) durant toute la période du scénario. L'offre en céréales traditionnelles (sorgho et maïs) sera relevée, à partir de juin, par les flux maliens.
- **Les dettes :** Elles seront partout en baisse. La relance du travail agricole (à partir de juillet) constituera une source de revenus qui limitera le recours aux dettes. De même la forte demande de la Tabaski (attendue en septembre) constitue un facteur de hausse de prix des animaux qui va améliorer les revenus des ménages surtout que ces derniers élèvent de plus en plus des moutons uniquement destinés à cette fin et qui sont vendus, au moins, entre 50,000 et 60,000 MRO.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire:

Entre février et mai 2017, la faible production agricole et l'éloignement des animaux (partis vers les zones offrant de meilleurs pâturages) qui les prive de lait font que les ménages pauvres doivent continuer à recourir à des achats alimentaires. En raison de la forte baisse de leurs revenus saisonniers, ils ne peuvent accéder partiellement aux denrées alimentaires commercialisées que par le biais des achats réalisés avec l'argent tiré de la vente des animaux et par l'endettement. Ces deux systèmes constituent des facteurs de pression continue sur leur et perpétue ainsi un déstockage continue qui dure depuis 2014 entraînant ainsi un déficit de protection de ce moyen d'existence. Ils resteront donc en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC)

De juin à septembre 2017, la situation de stress qu'ils vivent depuis plusieurs années va donc se prolonger jusqu'à l'installation du prochain hivernage (juillet) et s'inscrire, entre juillet et septembre, dans une tendance régressive qui les replacera en insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC). En effet ils pourront bénéficier des effets cumulés de l'amélioration de la production laitière, des revenus tirés du travail agricole et de la vente des animaux (dont les prix connaîtront une forte hausse avec la demande de la Tabaski) et les récoltes des cultures pluviales de court cycle).

L'est de la zone agropastorale (Moughataa de Nema et de Timbédra) Zone MR7

Situation actuelle

Le plan agricole : La production agricole, limitée à l'exploitation des bas-fonds et de quelques ouvrages de retenue, déjà faible en année moyenne (1 mois de consommation au plus), a été affectée par l'irrégularité des pluies.

Sur le plan pastoral : Les pâturages bien que moins denses qu'en année moyenne continuent de répondre aux besoins de la charge pastorale locale. L'absence de cheptel provenant des autres régions constitue un facteur de ralentissement des transhumances locales (vers le sud de la zone et vers la zone de cultures pluviales) qui n'interviennent généralement qu'entre mai et juillet.

Sur le plan des marchés et des prix : Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires importées (blé, riz, pâtes alimentaires, huile, thé) dont les prix sont stables depuis plusieurs mois. Les flux maliens de céréales traditionnelles (sorghos, mil, maïs) s'inscrivent dans leur tendance saisonnière car, avec la forte baisse de la demande vu le report des ménages pauvres sur le blé et les pâtes alimentaires, le sorgho et le mil ne sont surtout consommés que par les ménages moyens et riches.

Les revenus saisonniers : Ils proviennent essentiellement de la vente des animaux et de l'exode. Ils ont connu une forte baisse par rapport à ceux d'une année moyenne tant à cause de la désorganisation de leur système de vente par la concurrence des grands éleveurs du sud de la zone que par les faibles apports de l'exode.

Les apports de la cueillette : Ils sont généralement faibles même en année moyenne. Actuellement il n'y a pas de cueillette dans la zone.

Les dettes : Le système de dettes est établi sur la courte durée (entre 1 et 3 mois) car il est fortement corrélé aux événements qui élèvent la demande. Les ménages pauvres qui empruntent de la nourriture doivent éponger leurs dettes avant d'accéder à de nouveaux emprunts alimentaires ce qui les contraint à des ventes régulières de bétail.

Les marchés de bétail : Ils sont tous mal approvisionnés, plus qu'en une année moyenne, car en l'absence d'évènements qui impulsent les grands achats les grands éleveurs qui résident sur dans le sud de la zone agropastorale et dans la zone de cultures pluviales, ne remontent pas. Le marché de bétail de Timbédra qui est le principal point de vente et d'embarquement de cheptel à exporter est actuellement presque vide.

Sur le plan de la consommation et du niveau de la sécurité alimentaire : Les ménages assurent leurs repas quotidiens avec néanmoins une prédominance repas à base de blé et de pâtes alimentaires. La diversité alimentaire est faible même en bonne année car les repas sont uniquement à base de céréales accompagnées de lait ou de niébé. La consommation de viande est très limitée car le prix du Kg est élevé (1600 MRO au marché de Timbédra) pour des ménages dont les revenus actuels sont les plus bas des cinq dernières années.

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire d'octobre à mai 2017, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- **La production agricole :** Elle retrouvera son niveau habituel (1 mois de consommation pour les ménages pauvres).
- **La production pastorale :** Les pâturages répondront à la charge pastorale locale sans besoin de transhumance interne.
- **Les revenus :** Les revenus provenant de la vente du cheptel retrouveront leur niveau d'une année moyenne, entre février et juillet mais pourraient de nouveau être réduits, par la concurrence des grands éleveurs, entre août et septembre, à cause de la forte demande de la Tabaski. Les revenus provenant de l'exode, baisseront quel que soit leur niveau, entre février et mai, car bon nombre de migrants reviendront au terroir.
- **Les apports de la cueillette :** Ils sont, quelle que soit la saison, très faibles.
- **Les marchés et les prix :** Les marchés seront bien approvisionnés en denrées alimentaires de base importées (riz, blé, pâtes alimentaires, sucre, huile etc.) durant toute la période du scénario. Les flux transfrontaliers maliens fonctionneront normalement alimentant ainsi régulièrement les marchés de la zone en céréales traditionnelles (sorgho et maïs).
- **Les dettes :** Elles seront partout en baisse car avec l'installation normale de l'hivernage la production laitière évoluera limitant ainsi l'emprunt de certains produits alimentaires.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire:

Entre février et mai 2017, les ménages d'agropasteurs à dominante pastorales de la zone ont été affectés jusqu'en décembre par les surventes (+50 pourcent de ventes par rapport à une année moyenne). Ils ont donc accusé un déficit de protection de leur cheptel qui les avait placés en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Depuis janvier, la faible présence des grands éleveurs, les replace dans les systèmes commerciaux et leur permet de vendre, comme en année moyenne, pour se constituer des revenus qui leur permettent de rembourser leurs dettes alimentaires et de disposer de revenus leur assurant un accès régulier aux denrées alimentaires vendues dans les marchés. Ils retrouvent donc une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC).

De juin à septembre 2017, les mises-bas en cours devraient favoriseront certes la reconstitution des cheptel mais la forte demande de la Tabaski relancera certainement le processus de commercialisation qui les avait marginaliser et contraint à multiplier les ventes vu que les grands éleveurs offraient des prix de ventes plus bas que ceux qu'ils pouvaient pratiquer sans risque de perte. Ils risquent donc, de nouveau de faire face à des déficits de protection de moyens d'existence qui les replaceront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Table 1: Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Evènement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
International	Dérégulation des marchés internationaux de blé entraînant.	La hausse du prix du blé qui va surtout affecter les ménages pauvres qui le consomment de plus en plus à la place du sorgho et du riz.
National	Ralentissement des flux transfrontaliers maliens	La hausse la demande sur le blé d'où la probabilité d'une forte hausse du prix de ce produit qui affecterait surtout les ménages pauvres.
National	Arrêt du programme d'assistance gouvernementale par la fermeture des boutiques de solidarité	Obligation des ménages pauvres à recourir au marché formel où les prix plus élevés (30 à 40 pour cent) réduisant ainsi leur capacité d'accès alimentaire et impactant les termes d'échange animal/nourriture à leur détriment. Ceci devrait déboucher sur des ventes encore plus nombreuses que les années précédentes.
National	Absence de lutte anti aviaire concertée avec les pays limitrophes (Sénégal et Mali)	Attaques sur les cultures de décrue et de riz qui affecteront les paysans de la Zone de la vallée du fleuve Sénégal.
Moudjéria, Magta Lahjar, Monguel, M'Bout, Kankossa, Timbédra, Nema	Epizootie qui touche une grande partie du cheptel de la zone	Perte de cheptel qui réduit d'avantage les capacités de vente et d'achat de nourriture. Perte d'un moyen d'existence qui peut modifier la nature et le statut du groupe.
Monguel et M'Bout	Importantes lâchées d'eau du barrage de Fom Gleïta	Inondation des berges et des zones dépressionnaires alimentées par le Gorgol noir permettant ainsi la réalisation de cultures (maïs, niébé, riz, maraichage) entre décembre et mars.
Magta Lahjar, M'Bout, Monguel et Kankossa	Reprise des programmes de cash transfert. En 2014 et 2015 certaines ONG y avaient distribué du cash sur des périodes allant de 3 à 4 mois et portant sur des montants mensuels variant entre 12000, 15000 et 22000 MRO	Faciliter l'accès alimentaires des ménages pauvres qui peuvent en plus recourir à des achats dans les boutiques de solidarité où les prix sont plus bas.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).